

*Que s'est-il passé lors des élections générales qui se sont tenues en Grèce le 21 mai dernier ? Comment la droite, au pouvoir depuis 2019, a pu l'emporter avec une telle marge alors même qu'il y a seulement quelques mois la catastrophe ferroviaire de Tempí avait suscité une très vaste mobilisation populaire contre le gouvernement de Mitsotakis ? Comment expliquer le recul inattendu de Syriza et une avancée inquiétante de l'extrême droite ?*

*Dans cet article, Stathis Kouvélakis, philosophe marxiste et membre de la rédaction de Contretemps, analyse les résultats de ces élections et brosse plus globalement un tableau de l'état actuel de la Grèce. Il éclaire en outre les conséquences directes de [la capitulation de Syriza](#) sur les dynamiques politiques et sociales du pays, et permet de comprendre enfin pourquoi la gauche de rupture incarnée par Yanis Varoufakis n'a pas su s'imposer.*

\*\*\*

Démentant toutes les prévisions, en particulier celles des sondages d'opinion, le scrutin du 21 mai a provoqué un choc politique. Certes, peu s'attendaient à voir remise en cause la prédominance de la droite (Nouvelle démocratie - ND), au pouvoir depuis 2019. L'ordre d'arrivée des quatre principales formations est identique à celui du scrutin précédent et correspond à celui prévu par les sondages, qui donnaient en moyenne à la ND six points d'avance sur Syriza.

Mais, à l'exception des élections de novembre 1974, qui s'étaient déroulées dans un contexte exceptionnel, quatre mois après la chute de la dictature des colonels, jamais un tel écart n'avait été observé entre le gagnant et la principale force d'opposition : plus de 20 points séparent la ND de Syriza qui perd plus d'un tiers de son électorat de 2019. Jamais également (à l'exception du scrutin de 1974), le total des listes de droite et d'extrême droite n'avait dépassé 50% des suffrages, avec une extrême droite fragmentée mais totalisant plus de 11% des voix - un record historique.

Toutefois, aucune majorité parlementaire ne s'étant dégagé, un nouveau scrutin a d'ores et déjà été annoncé pour le 25 juin. Il aura lieu selon un système électoral modifié, le gouvernement sortant ayant rétabli la proportionnelle dite « renforcée ». En réalité, il s'agit d'une proportionnelle affaiblie qui vise à faciliter, au moyen d'un bonus de plusieurs dizaines de sièges attribués au parti arrivé en tête, la formation de majorités parlementaires. La droite est ainsi assurée d'obtenir une majorité de sièges.

	Nouvelle Démocratie	Syriza	Pasok	KKE	Solution Grecque (extrême droite)	MeRA25- Alliance pour la Rupture	Autres listes d'extrême droite*	Cap vers la liberté (Zoé Konstantopoulou)	Antarsya (coalition d'extrême- gauche)
2023	40,8	20	11,5	7,2	4,4	2,6	6,8	2,9	0,5
2019	39,8	31,5	8,1	5,3	3,7	3,4	3,9	1,5	0,4
2015 (janvier)	27,8	36,3	4,7	5,5	-	-	7,3	-	0,6
2012(Juin)	29,7	26,9	12,3	4,5	-	-	8,5	-	0,3
2012(Mai)	18,8	16,8	13,2	8,5	-	-	10,5	-	1,2

\* en 2023, la principale parmi ces listes d'extrême droite est Niki (Victoire) qui a obtenu 2,9% ; Aube dorée avait obtenu 6,3% en 2015, 7 et 6,9%, respectivement, en mai et juin 2012.

## Radicalisation à droite

Le scrutin du 21 mai traduit une incontestable poussée à droite, qui prend des formes multiples. En franchissant la barrière symbolique de 40% des suffrages, la ND retrouve – elle s'en approchait déjà en 2019 – le palier électoral élevé qui était le sien au temps du bipartisme ND-Pasok d'avant 2010. L'extrême droite se hisse à un niveau inédit, qui ne se traduit pour l'instant que de façon partielle au niveau parlementaire du fait de sa fragmentation. En réalité, suite à la sortie d'Aube dorée du paysage politique, cet espace est entré dans une phase de profonde recomposition idéologique et politique. Ses pôles dominants ne se rattachent plus à la tradition néofasciste ou néonazie.

Solution grecque, désormais concurrencée par Niki (Victoire), est comme une formation de type « alt-right ». Il s'agit de deux variantes d'un trumpisme à la grecque, combinant références religieuses, nationalisme xénophobe et conspirationnisme. Solution grecque est marquée par le charisme télévisuel de son leader, Kyriakos Velopoulos, connu notamment pour avoir proposé à la vente une crème-miracle contre la Covid-19 et pour affirmer détenir des lettres manuscrites de la main de Jésus-Christ. Niki, formation passée inaperçue sur la scène publique avant la soirée électorale du 21 mai, s'appuie sur des réseaux structurés liés aux secteurs intégristes de l'Église orthodoxe.

Les deux partis se font les champions des valeurs traditionnalistes, à forte teneur religieuse mais déclinées sur le mode de la « guerre culturelle », et d'un discours nationaliste et xénophobe, qui combine dénonciation de la reconnaissance de la République de Macédoine du Nord (suite aux [accords de Prespa](#)), discours agressif vis-à-vis de la Turquie (et de la minorité turque vivant en Grèce), et rejet des élites politiques grecques et de l'Union européenne. Si elle la rend responsable du désastre des Mémoires mis en œuvre par les gouvernements grecs successifs, l'extrême-droite se garde bien pourtant de demander une quelconque rupture avec l'UE (ou la sortie de l'euro), et se contente de proclamer « la Grèce d'abord » et de cultiver la nostalgie d'une mythique grandeur passée.

La dénonciation de « l'immigration clandestine » fait également partie du fonds de commerce de cette nouvelle droite extrême mais, contrairement au modèle d'Aube dorée, elle n'y occupe pas la place centrale et ne s'accompagne pas de passages à l'acte – ces formations ne sont d'ailleurs que des appareils électoraux. En réalité, leur propos en la matière ne se distingue guère du discours anti-migrants musclé tenu par le gouvernement de Kyriakos Mitsotakis – et des actes qui l'accompagnent tels le [refoulement illégal et systématique des migrants](#). Soulignons également que ce cadre est devenu de facto consensuel depuis [le ralliement de Syriza aux fondamentaux de cette politique](#) (accord UE-Turquie, centres fermés pour réfugiés, maintien du « mur » sur la frontière avec la Turquie).

Sur fond de banalisation du racisme et de la xénophobie, cette extrême droite qui succède à Aube dorée surfe avant tout sur les sentiments d'humiliation et d'écrasement d'une société brutalisée et appauvrie. Ces zones d'influence privilégiées se trouvent en Macédoine grecque, une région fortement polarisée sur la question de la reconnaissance de la république homonyme voisine, où le total des deux formations dépasse partout la barrière des 10%. Il se situe entre 12 et 15% dans huit départements, y compris l'agglomération de Thessalonique. Dans ces zones, la ND cède du terrain (de 2 à 3 points et

## Les ressorts de la victoire de la Nouvelle Démocratie

La victoire de la droite résulte d'une combinaison de facteurs, parmi lesquels trois ont joué un rôle essentiel : l'effet à retardement de la capitulation de Syriza, la situation économique et son effet sur l'horizon d'attente de l'électorat.

Après quatre ans au pouvoir, la ND récolte pleinement les fruits de la résignation à l'absence d'alternative méthodiquement cultivée par Syriza suite à sa capitulation devant la Troïka au cours de l'été 2015. À un discours de contrition (« désolé, ce n'est pas notre option, mais on ne pouvait pas faire autrement »), accompagné d'une implacable mise en œuvre de politiques de saccage social gravées dans le marbre du mémorandum de juillet 2015, l'électorat a fini par préférer celui d'un gouvernement qui assume parfaitement ces politiques et en fait le socle d'une « stabilité » retrouvée.

Lorsque l'espoir naguère associé à la turbulente période 2010-2015 s'est éteint, enterré par ceux-là même qui en furent les porteurs, ne restent dans la mémoire collective (du moins celle d'une grande partie de la société) que les souvenirs angoissants, ceux d'un déclassé violent, des rues aux commerces fermés, d'un pays stigmatisé et écrasé. D'un tel désastre, ce qui surnage, en fin de compte, c'est un désir de tourner la page, de refouler ce passé douloureux et d'essayer de vivre le plus « normalement » possible. Le ressentiment accumulé se retourne dès lors contre ceux considérés – à juste titre – comme responsables par excellence du désastre, à savoir ceux qui précisément s'étaient engagés à lui barrer la route.

Certes, la ND a aussi profité de sa consanguinité avec un système médiatique verrouillé, entièrement contrôlé par une poignée d'oligarques eux-mêmes étroitement liés à l'État grec, un système qu'elle a généreusement arrosé d'aides publiques. Il ne faut pas sous-estimer la capacité de ce système à façonner les termes du débat public et à marginaliser, ou à réduire au silence, les voix dissonantes. Mais la raison essentielle de son succès est à rechercher ailleurs : dans la [relative amélioration de la situation économique en 2021-2022](#) et les retombées du relâchement temporaire des contraintes budgétaires au sein de l'UE pour cause de pandémie.

Grâce à la politique d'assouplissement quantitatif suivie par la BCE, la création monétaire a explosé dans la zone euro et les taux d'intérêt réels sont devenus négatifs. Avec l'autorisation de l'UE, les dépenses publiques ont augmenté, principalement pour soutenir les entreprises, mais les salarié.e.s et d'autres couches en ont également bénéficié. Portée par l'industrie du tourisme, qui a retrouvé son niveau d'avant la pandémie, la croissance grecque a comblé le trou d'air de 2020 (-9%) pour atteindre 8,4% en 2021 et 5,9% en 2022, un taux parmi les plus élevés de la zone euro.

Certes, l'inflation qui a suivi (près de 10% en 2022, plus de 20% pour la plupart des produits alimentaires, l'essence et supérieure à 140% pour l'électricité) a annulé l'effet de ces mesures, entraînant la hausse rapide des taux d'intérêt, des pertes de pouvoir d'achat et l'annonce d'un retour progressif à l'austérité budgétaire. Le chômage a toutefois

~~continué à baisser, même s'il reste le double de la moyenne européenne (18% en 2019, 12,5% en 2022 contre une moyenne de l'UE à 6,2%) et le gouvernement a pris quelques mesures de soutien des revenus des ménages, au moyen d'aides exceptionnelles et de « coupons d'achat » visant à stimuler la consommation.~~

Par ailleurs, pour l'océan des petites et moyennes entreprises (PME), dont le poids est en Grèce très supérieur à la moyenne européenne<sup>[1]</sup>, l'inflation a même eu des effets positifs car elle s'est accompagnée d'une augmentation de la demande. Avec la reprise relative de la construction, des secteurs entiers de PME ont vu leur chiffre d'affaires augmenter. Enfin, pour les agriculteurs (11,7% de la population active [en 2021](#) contre 1,5% en France), la hausse des prix des produits agricoles a permis d'augmenter le revenu brut.

Comme [le souligne l'économiste marxiste Costas Lapavitsas](#), « aux yeux de beaucoup, le gouvernement Mitsotakis a semblé intervenir pour stabiliser la situation économique dans un contexte de turbulence internationale ». Bien entendu, tout le monde est loin d'en avoir pareillement profité. En 2022, selon le [rapport de la Banque de Grèce](#), les profits des entreprises ont effectué un bond de 38%, s'élevant ainsi un niveau historiquement inédit. Cette hausse a même atteint [une moyenne de 72%](#) pour les 17 entreprises les plus profitables cotées en bourse. Les salaires, de leur côté, ont stagné (+0,3%) et restent [les quatrièmes plus faibles de l'UE](#). À 780 euros mensuels, le salaire minimum [reste de 11% inférieur à son niveau de 2012](#), un cas unique en Europe. S'il a légèrement reculé, le taux d'« exposition à la pauvreté et à l'exclusion sociale » est également de 28% ([chiffres de 2022](#)), soit le troisième plus élevé de l'UE, seules la Roumanie et la Bulgarie faisant pire.

Tout cela a un impact clair sur le type d'attentes de larges secteurs du corps électoral. Une enquête d'opinion conduite en mars de cette année par [l'institut ETERON](#) a révélé que 60% des enquêtés déclarent être « plutôt mécontents » (27%) ou « très mécontents » (33%) de leur situation économique contre à peine 12% de « satisfaits » et 3,5% de « très satisfaits » (et 24,5% de « ni-ni »). Mais parmi celles et ceux qui se déclaraient proches de la ND, les mécontents ne sont que de 27% contre 37% de « plutôt » ou « très satisfaits » (et 36% de « ni-ni »).

Concernant l'avenir, 40% s'attendent à une détérioration de leur situation, contre 20% à une amélioration et 38% à une stabilité. Parmi les sympathisant.e.s de ND, les « optimistes » s'élèvent à près de 40% et ceux qui tablent sur la stabilité à 47%. À titre de comparaison, pour les proches de Syriza les chiffres sont respectivement de 10% et de 30%, 57% s'attendant à une détérioration de leur situation.

Dans un contexte d'effondrement des attentes dans les perspectives d'avenir, la ND a donc pu profiter à la fois de l'amélioration de la situation des couches aisées et d'une perception plus diffuse de stabilisation de la situation. Elle a ainsi pu conforter son socle électoral dans les circonscriptions de couches moyennes et aisées (par exemple, 46% à Athènes-nord, +0,2% par rapport à 2019) et dans les terres traditionnellement conservatrices, sauf en Grèce du nord elle cède du terrain en faveur de l'extrême droite. Et, surtout, elle progresse sensiblement dans les zones plus populaires, où elle retrouve son niveau des années 2000, notamment à Athènes-ouest, où elle progresse de près de 5%, et dans l'emblématique ceinture ouvrière du Pirée où elle fait un bond de 30,2 à 37,4%.

## L'effondrement de Syriza

Nous l'avons dit, la clé de compréhension de ce scrutin réside dans l'effondrement de Syriza. Le virage à droite avant tout la dislocation du socle électoral de ce parti. Celui-ci avait relativement bien résisté en 2019, lorsque Syriza avait réussi à remobiliser son électorat autour d'un réflexe de « vote utile » face à une droite certaine de revenir au pouvoir<sup>[2]</sup>. Entre les mains d'Alexis Tsipras et de son parti, ce nouveau mandat – construire une opposition au gouvernement Mitsotakis – a subi un sort comparable au Non (à 62%) du peuple grec à la Troïka lors du référendum de juillet 2015.

Pendant les quatre années qui ont suivi la défaite de 2019, Syriza a mené une opposition anémique, dans la droite ligne de la politique suivie lorsqu'il était au pouvoir. Il a voté [45% des lois proposés par le gouvernement Mitsotakis](#), y compris parmi les plus emblématiques comme celle [autorisant la vente à un prix symbolique](#) du terrain de l'ancien aéroport d'Elliniko à l'oligarque Yanis Latsis. Le projet de Latsis, associé à des capitaux qataris, est de construire une « [Riviera athénienne](#) » de gigantesques tours abritant des appartements de luxe, des casinos et des centres commerciaux.

À noter que la mobilisation contre ce projet était l'une des grandes causes défendues par Syriza avant l'été 2015. Le parti d'Alexis Tsipras a également approuvé les pharaoniques contrats d'armement, d'un montant de près [de 15 milliards à ce jour](#), qui ont conduit au doublement du budget de la défense entre 2020 et 2022. La France en est d'ailleurs l'un des principaux bénéficiaires, avec un contrat de 2,5 milliards pour l'achat de [18 avions Rafale](#), suivi d'un second de 5,5 milliards destiné à l'achat de [3 frégates Belharra et de six Rafale supplémentaires](#).

La campagne électorale de Syriza a été à l'image de cette opposition de pure forme. Pâle imitation des campagnes du Pasok des années 1980, qui promettaient le « changement », elle a commencé par afficher un programme de mesures sociales visant à concilier « réalisme » et « justice ». Les propositions se sont vite révélées inconsistantes, à l'instar de la promesse de « protection des résidences principales » menacées d'être saisies pour cause de difficultés de remboursement des crédits immobiliers.

La question est d'importance en Grèce puisqu'environ 300 000 logements sont potentiellement concernés dans ce qui s'annonce comme la plus grande opération jamais réalisée en Europe occidentale de transfert de patrimoine de particuliers vers des fonds d'investissement. Il s'agit en l'occurrence de fonds vautours basés à l'étranger et fiscalement domiciliés dans les paradis fiscaux. Or, plutôt que de protéger les propriétaires, la proposition de Syriza garantissait avant tout la rentabilité des achats des crédits immobiliers « non-performants » par ces fonds, à hauteur de 50% de la valeur nominale d'un titre acheté en moyenne à 3% de sa valeur initiale. Rien d'étonnant quand on sait que c'est justement le gouvernement Syriza qui a facilité les procédures de saisie et de vente aux enchères en transférant le règlement des litiges des salles d'audience (où les décisions des juges et les actions militantes permettaient en général de sursoir à la saisie) vers une plate-forme électronique et en [réprimant durement les mobilisations](#) en faveur de la protection des logements menacés.

Son « contrat pour le changement » ayant fait flop, Syriza s'est rapidement tourné vers une opération de séduction du fameux « électorat centriste », tenté par un vote pour le Pasok, voire pour la ND. Se faisant le chantre de la « classe moyenne », qu'il a regretté d'avoir « injustement surtaxé » lorsqu'il était au pouvoir, Alexis Tsipras a construit l'essentiel de sa



D'une part, la proposition d'un « gouvernement progressiste », en substance une coalition avec le Pasok, sans jamais évoquer le moindre contenu programmatique d'une telle alliance. Le Pasok s'est empressé de la rejeter de la façon la plus catégorique, lui ôtant ainsi ce qui lui restait de crédibilité. De l'autre, Tsipras s'est posé en défenseur de l'« État de droit », pointant continuellement les responsabilités de Mitsotakis dans le [scandale des écoutes téléphoniques](#), dont le dirigeant du Pasok Nikos Androulakis est l'une des victimes. Bien que parfaitement fondées, ces accusations n'ont guère ébranlé Mitsotakis, qui a simplement admis avoir « commis une erreur ». Elles ont tout aussi peu affecté un électeurat qui ne se fait guère d'illusions sur la banalisation de ces pratiques par les gouvernants de tous bords. S'ils ont servi à quelque chose, ces arguments ont essentiellement remis en selle le Pasok en tant que force régulatrice du bloc des partis systémiques.

Ultime reniement de ce qui restait de référence de gauche, Alexis Tsipras [a déclaré au cours de la campagne](#) qu'il soutenait désormais le maintien de la clôture militarisée – un véritable « mur » anti-migrants – autour de la rivière Evros, le long de la frontière gréco-turque. Ce dispositif permet aux autorités grecques de procéder, avec des [méthodes de barbouzes](#), à des [refoulements massifs et illégaux de migrants](#). Pour couronner le tout, Syriza, qui a déjà absorbé une partie substantielle de l'ancienne nomenclature du Pasok, a cru bon de faire figurer dans ses listes des candidats comme l'armateur gréco-étatsunien, et ancien trader prodige de Goldman Sachs, [Stefanos Kasselakis](#) ou l'ancien ministre et porte-parole des gouvernements de droite Evangelos Antonaros.

Tel un bateau à la dérive, flottant au gré de courants contradictoires, Syriza a ainsi vu un gros tiers de son électeurat de 2019 migrer dans toutes les directions. Selon les [sondages de sortie des urnes](#), 11% s'est dirigé vers la ND, 10% vers le Pasok et 8% vers des partis de la gauche radicale (Parti communiste et MeRA25-Alliance pour la rupture). Les pertes les plus lourdes sont dans les quartiers populaires des grands centres urbains, où les scores de Syriza sont quasiment divisés par deux (-17,5% dans la ceinture ouvrière du Pirée, -16% dans le secteur Athènes-ouest, -18% en Attique-ouest). En région, une partie substantielle de l'électeurat des anciens bastions du Pasok est revenue à son parti d'origine, en particulier en Crète, où Syriza enregistre des reculs oscillant entre 17 et 21 points. Ces pertes profitent également à la ND, désormais en tête dans la totalité des départements du pays.

Parmi [la jeunesse \(17-24 ans\)](#), s'il continue de faire mieux que son score national, Syriza recule de 14 points par rapport à 2019 (passant de 38 à 24%), essentiellement au profit de la gauche radicale (KKE et MeRA25-Alliance pour la Rupture totalisent 12,4% dans cette tranche d'âge) et du parti de Zoé Konstantopoulou (6%). Reste que, pour la première fois sans doute dans l'histoire grecque, la ND arrive nettement en tête même dans l'électeurat jeune (33%, soit 9 points devant Syriza).

Syriza ne peut désormais plus prétendre être un « parti d'alternance » et se trouve confronté à une véritable crise existentielle. Un symptôme caractéristique du vertige qui semble s'être emparé des sommets du parti : sonné par la camouflet infligé dans les urnes, Tsipras a confié la responsabilité de la communication de la campagne de Syriza pour le scrutin du 25 juin à Nikos Marantzidis, le chef de file de l'école historique « révisionniste » grecque, pionnier d'une réécriture anticomuniste de l'histoire de la Résistance et de la guerre civile. Marantzidis s'était pourtant distingué par sa hargne à l'encontre de la gauche radicale, et tout particulièrement de Syriza, au cours de la période 2010-2015.

Dépeuplé de son identité d'origine et incapable d'en réinventer une autre, faiblement

enraciné dans la société civile (il ne contrôle aucune municipalité importante et ne dispose que d'une présence marginale dans le mouvement syndical ou étudiant), entièrement centré sur la figure, désormais démonétisée, de son leader, Syriza entre dans une période de turbulences. Comme le laissent entendre certaines de ses figures dirigeantes, même la question de la succession d'Alexis Tsipras n'est plus taboue...

## Le redressement du KKE... et ses limites

Le Parti communiste grec (KKE) figure parmi les gagnants du scrutin du 21 mai. Obtenant 7,2%, il progresse de 1,9 points sur son score de 2019 et parvient à rattraper la plus grande partie du terrain cédé en 2012, lorsque, refusant la proposition unitaire que lui avait adressée Syriza, il avait perdu près de la moitié de son électorat entre le scrutin de mai (8,5%) et celui de juin (4,5%). Le KKE est le seul parti de gauche à garder une assise militante et populaire. Son front syndical (PAME) est une force importante, bien que nettement minoritaire dans le mouvement ouvrier, et son organisation de jeunesse est bien implantée dans les universités, où elle a remporté pour la deuxième année consécutive les élections étudiantes (avec une participation en hausse, à près de 30%).

Dans ses élections, le KKE a pu ainsi apparaître comme un vote-refuge, en soutien d'une force de gauche historique, clairement identifiable et présente sur le terrain. Sa campagne ne promettait pas autre chose que de constituer une « opposition forte » face à tout gouvernement qui sortirait des urnes. Cette ligne s'accorde avec le sens commun de la période, qui se résigne à l'absence d'alternative.

Disposant d'un socle électoral réduit, mais fidèle et bien structuré, le KKE a pu ainsi progresser parmi l'électorat jeune (7,3% dans les 17-24 ans, +3,3% par rapport à 2019 ; 8,1% dans les 24-35 ans, +2,1%) et en particulier parmi les étudiant.e.s, où il double son score antérieur (de 4% à 8,2%). Ses scores sont supérieurs à 10% dans les quartiers populaires des grandes villes (11% dans la ceinture ouvrière du Pirée, 11,5% dans Athènes-ouest) et dans les zones d'implantation traditionnelle en région (13% à Lesbos, 35% en Icarie, autour de 11% dans certaines îles ioniennes). Ce redressement ne doit toutefois pas masquer le fait que l'effondrement de Syriza profite avant tout aux forces qui se positionnent sur sa droite<sup>[3]</sup>, le KKE n'en récoltant qu'un maigre 5%. Même dans les quartiers populaires d'Athènes et du Pirée, sa progression est bien plus faible que celle de la droite (dans un rapport qui varie de 1:2 à 1:3).

Malgré ses limites, le redressement du KKE aurait pu apporter une note d'espoir si ce parti ne s'obstinait pas dans un sectarisme qui l'a tenu à l'écart non seulement de toute forme d'unité d'action avec d'autres forces de la gauche radicale, inlassablement dénoncées comme des « béquilles du système », mais aussi de toutes les grandes mobilisations populaires de la dernière période. Le KKE a ainsi rejeté toute implication dans le mouvement d'occupation des places de 2011, accusé d'être « petit-bourgeois », « antipolitique » et de servir de simple « défouloir ».

Il a également refusé d'appeler à voter « non » au référendum de juillet 2015, préférant promouvoir le vote nul et envoyant ses militant.e.s distribuer devant les bureaux de vote des bulletins arborant les mots d'ordre du parti. Cette ligne sectaire fait corps avec la nostalgie systématiquement cultivée de l'URSS, et même de Staline, dont les œuvres

complètes (en 16 volumes reliés en cuir) ont été réédités par la maison d'édition du parti et [proposées à la vente au prix promotionnel de 208 euros](#).

De façon plus stratégique, le KKE a rejeté la ligne des « fronts populaires », ce qui lui vaut une forme de bienveillance de la part de certains courants d'extrême-gauche, mais c'est [pour se tourner, avec quelques nuances](#), vers celle du [6<sup>e</sup> Congrès du Comintern](#), qui avait assimilé la social-démocratie au « social-fascisme » et prédit l'effondrement imminent du capitalisme. Il rejette également toute revendication transitoire, considérée par essence faire le jeu du système. Suite au récent désastre ferroviaire de Tempi, il a ainsi refusé d'appeler à la nationalisation des chemins de fer, arguant que, privés ou publics, ils sont au service du capital.

Dans les faits, malgré un travail syndical souvent méritoire (en particulier dans l'industrie et le secteur privé, désertés par les syndicats bureaucratés), la rhétorique radicale du KKE sert à masquer une pratique de passivité politique. Son action est entièrement tournée vers le renforcement du parti et de ses divers fronts (syndical, jeune, culturel, etc.), réduits à une fonction de courroie de transmission. Comme l'indique le récent [communiqué triomphaliste de son comité central](#), son (relatif) redressement électoral ne fera que le conforter dans sa ligne sectaire et son néostalinisme nostalgique. Et cela d'autant plus que l'échec du seul pôle unitaire de gauche radicale, MeRA25-Alliance pour la rupture (MeRA25-AR), s'il se confirme au scrutin du 25 juin, fera du KKE la seule force à gauche de Syriza représentée au parlement.

## L'échec de MeRA25-Alliance pour la rupture

Les causes de l'échec de MeRA25-AR ne se laissent pas réduire à un seul facteur. Il convient ici de rappeler quelques étapes du processus qui a conduit à la constitution de cette coalition. Sa principale composante (en termes électoraux) est MeRA25, formation créée en 2018 par Yanis Varoufakis en tant que section grecque de son mouvement transnational européen Diem25. Elle réussit à franchir la barre des 3% au scrutin de 2019 et à entrer au parlement. À l'image de son très médiatique dirigeant, cette formation, dépourvue de tout ancrage militant, incarne un mélange instable de gauche sociétale (en particulier sur les questions des droits des minorités), d'européisme de gauche et de revendication du combat anti-Troïka de la période 2010-2015. Son électorat de 2019 se caractérisait par une grande hétérogénéité, avec toutefois une forte composante jeune et un certain succès dans les banlieues populaires d'Athènes et du Pirée.

Au cours des quatre années qui ont suivi, MeRA25 a commencé à se structurer et, surtout, à clarifier graduellement sa ligne dans un sens plus radical. Dans un [texte publié en décembre dernier](#), Varoufakis appelait à un rassemblement large des forces de la gauche radicale sur une base programmatique qui traduit le tournant à gauche de ses positions : non-réformabilité de l'UE, désengagement de l'OTAN et non-alignement, sortie de l'euro si nécessaire, mise en avant de la thématique de la rupture.

Parmi les organisations de la gauche radicale, seule [Unité populaire a décidé de donner suite](#), rejointe par [quelques intellectuels et militants des mouvements sociaux](#). La coalition ainsi formée, sous le nom de « MeRA25-Alliance pour la rupture », s'est présentée sous le mot d'ordre « pour la première fois, la rupture ». Munie d'un programme élaboré de



propositions alternatives, qui rappelle par son ambition et son positionnement l'Avenir en commun de LFI, elle visait à démontrer que « tout peut être différent ».

Parmi ses propositions, une seule a bénéficié d'une attention médiatique, celle d'un système de paiement électronique calé sur la plateforme digitale du fisc, qui permet de contourner le système bancaire et de doter l'État d'un moyen de paiement sans recourir à une monnaie nationale. En ouvrant un compte dans ce système (surnommé « Dimitra »), les particuliers pourraient ainsi éviter les commissions exorbitantes sur la moindre transaction prélevées par les banques grecques et bénéficier d'une ristourne sur leurs impôts, qui aurait fonctionné comme un moyen de rémunération de leur compte.

De plus, et cela figurait également dans la proposition, un tel dispositif aurait considérablement facilité le passage à la monnaie nationale si la BCE venait à réitérer le chantage à la liquidité qu'elle a exercé en 2015. Il n'en fallait pas davantage pour soulever un flot de propagande alarmiste venant de la ND et des médias, qui n'ont cessé d'agiter le spectre de 2015, de la sortie de l'euro et la stigmatisation de Varoufakis comme celui qui a voulu conduire la Grèce à la faillite. Syriza s'est empressé d'emboîter le pas et le reste des propositions a été entièrement ignoré.

S'il a sans doute contribué à éloigner de MeRA25-AR la partie la plus modérée de l'électorat de 2019, la clé de l'échec est sans doute ailleurs, à savoir dans l'absence d'un socle électoral minimalement stabilisé et le *turnover* vertigineux de l'électorat entre 2019 et 2023 qui s'en est suivi. MeRA25-AR n'a en effet rassemblé que 18% de l'électorat de 2019 de MeRA25, dont 42% s'est tourné vers la ND, 27% vers d'autres formations de la gauche radicale (KKE et extrême-gauche) et 13% vers le parti de Zoé Konstantopoulou<sup>[4]</sup>. Les gains, plus limités, sont surtout venus de l'électorat de Syriza, de celui des autres formations de la gauche radicale et même de la ND. Trop tardif pour être vraiment convaincant, insuffisamment ancré dans des pratiques militantes, seule Unité populaire disposant d'une (petite) assise organisationnelle, le tournant à gauche a coûté plus qu'il n'a rapporté.

Malgré son orientation unitaire, la coalition emmenée par Yanis Varoufakis s'est donc révélée insuffisamment compétitive sur le terrain de la gauche radicale où elle a décidé de se positionner sans ambiguïté. Crédible lorsqu'elle émane d'une force comme la France insoumise, la tentative d'incarner une alternative de rupture est apparue comme un fardeau trop lourd à porter pour une formation qui luttait pour sa simple survie parlementaire. Dans un contexte de recul global de la gauche, le KKE apparaissait comme une valeur sûre en tant que force d'opposition, d'autant que le discours propositionnel de Varoufakis a pu sembler trop technocratique et abstrait aux yeux de la fraction la plus populaire de l'électorat. En effet, par rapport au score de 2019 (en recul de 0,8% en moyenne nationale), MeRA25-AR essuie les pertes les plus lourdes dans les quartiers populaires d'Athènes et du Pirée (-1,5% dans la ceinture ouvrière du Pirée, -1,3% dans la municipalité de Peristeri, -1,8% dans celle d'Aspropyrgos, deux communes ouvrières des secteurs ouest de l'agglomération athénienne). Il résiste mieux dans la jeunesse (de 6% à 5,1%) et en particulier dans la jeunesse étudiante (stable à 6%) mais il passe derrière le KKE même dans cette catégorie.

## La surprise Zoé Konstantopoulou

MeRA25-AR, et plus généralement la gauche radicale, ont pâti de la concurrence du parti Cap vers la liberté de Zoé Konstantopoulou, avocate réputée et éphémère présidente du parlement lors du premier gouvernement Syriza de 2015. Créée en 2016, cette formation se fonde entièrement sur le charisme de sa dirigeante et sur un discours qui se voulait initialement « populiste de gauche ». Son inspiration principale puisait dans la campagne Mélenchon de 2016-2017 et, en particulier, dans ses accents patriotiques et républicains.

En 2018, dans le contexte d'échauffement du nationalisme autour de la question de la Macédoine, Zoé Konstantopoulou décide d'appeler aux rassemblements de protestation contre l'accord de Prespa négocié par le gouvernement Syriza et reconnaissant l'État voisin sous le nom de « République de Macédoine du Nord ». Massifs, en particulier en Grèce du nord, ces rassemblements sont nettement dominés par l'extrême droite. Ils proclament le refus de reconnaître tout État portant le nom de Macédoine, celui-ci étant considérée comme propriété grecque exclusive. Ce tournant nationaliste entraîne la rupture des relations, déjà fort ténues, entre Konstantopoulou et la gauche radicale.

Aux élections de 2019, Cap vers la liberté obtient 1,5% et échoue à entrer au parlement. Il parvient toutefois à se positionner comme le pôle de référence d'une constellation émergente de petites formations « souverainistes », alliant nationalisme, refus du clivage droite-gauche et discours anti-Troïka et « antisystème ». Le scrutin du 21 mai lui a permis de donner une ampleur supplémentaire à cette démarche.

Adeptes d'un parler simple et direct, acquis au cours de sa longue pratique des prétoires, Zoé Konstantopoulou a réussi une habile « triangulation » de thématiques antisystème « de droite » et de « gauche » : slogans nationalistes (sur la Macédoine ou les relations avec la Turquie) mêlées à des références aux luttes de la période 2010-15 (notamment sur la question de la dette) ; défense de l'« identité de la nation », mais aussi mise en avant de sa qualité de seule femme dirigeante de formation politique grecque et discours fort sur la question des violences sexistes et sexuelles et les attaques contre la communauté LGBT+ ; clin d'œil appuyés aux opposants à la vaccination mais aussi défense des droits et libertés publiques et dénonciation de la répression policière et de la violence étatique à l'encontre des réfugiés ; rhétorique de rejet virulent de l'ensemble du personnel politique accompagnée d'un fort légalisme et d'un rappel constant de sa qualité institutionnelle d'ancienne présidente du Parlement.

Les résultats du scrutin et les données des sondages de sortie des urnes indiquent que la composition de l'électorat de Cap vers la liberté est à l'image de la « triangulation » opérée dans le discours de sa dirigeante. Il comporte une partie venant de la droite, voire de l'extrême droite, comme le suggère le fait qu'il aurait capté près du [9% de l'électorat qui envisageait de voter pour le parti successeur d'Aube dorée](#) (qu'une décision de justice a empêché de se présenter) ou encore les résultats dans l'agglomération de Thessalonique, où il double son score de 2019. Mais il a également réussi à capter 13% de l'électorat de MeRA25 de 2019<sup>[5]</sup>.

Le profil d'ensemble est sociologiquement et spatialement « de gauche », Cap vers la liberté obtenant ces meilleurs résultats dans les banlieues populaires d'Athènes et du Pirée (4% à Athènes-ouest, 4,3% dans la ceinture du Pirée, avec des pointes à 5% dans les municipalités les plus ouvrières). À l'inverse, dans les quartiers bourgeois les scores sont nettement inférieurs à la moyenne nationale (1,3% à Filothei, 1% à Ekali). La formation

réalise également une percée parmi les jeunes, dépassant MeRA25-AR chez les 17-24 ans (5,9% contre 5,1%).

Ce profil « souverainiste » a pu ainsi drainer une partie significative du vote « antisystème » et concurrencer efficacement le KKE et, surtout, MeRA25-AR sur le terrain d'un vote-sanction à l'égard de Syriza. Les premiers sondages de l'après-21 mai laissent augurer d'un succès amplifié lors du scrutin du 25 juin et d'un franchissement quasi assuré de la barre des 3% qui permet l'accès au parlement.

## Le retour de « l'ancien monde »

Comme le [souligne le politologue Yannis Mavris](#), le scrutin du 21 mai a démenti celles et ceux qui pensaient que la configuration de 2019 augurait d'un bipartisme stabilisé, comparable à celui de la période 1981-2009, Syriza occupant la place auparavant détenue par le Pasok. Les premiers à accorder du crédit à ce postulat fallacieux ont assurément été Alexis Tsipras et la direction de son parti qui ont cru que l'électorat populaire et la jeunesse leur étaient définitivement acquis, et qu'ils pouvaient se livrer sans encombre à la « course vers le centre » pour séduire l'électorat « modéré » des classes moyennes et supérieures.

En réalité, si le bipartisme recule (le total Syriza-ND passe de 71% à 61%), c'est exclusivement au détriment du pôle de « centre-gauche », laissant le terrain libre à une droitisation accélérée du paysage politique. À l'heure actuelle, les seules forces capables d'infliger des pertes à la ND sont les formations d'extrême droite. Solution grecque et, selon toute vraisemblance, Niki paraissent assurées d'être représentées au parlement qui sortira des urnes du 25 juin, donnant à l'extrême droite un poids institutionnel jamais atteint auparavant.

Une autre manière de lire ces résultats est d'y voir le retour de l'« ancien monde », à savoir des forces politiques balayées par le soulèvement populaire des années 2010-2015 et les scrutins historiques de mai et juin 2012. La droite renoue avec ses scores de la grande époque, le Pasok ressuscite d'entre les morts, le KKE retrouve son niveau antérieur et, pour la première fois depuis la chute de la dictature (à l'exception d'une brève période entre 1993 et 1996), il peut même prétendre monopoliser la représentation institutionnelle de la gauche radicale. La percée d'une formation comme celle de Zoé Konstantopoulou a également valeur d'avertissement : il se pourrait bien que le confusionnisme (anti)politique soit en mesure de combler le vide laissé par l'échec de la construction d'un pôle unitaire et crédible de la gauche de rupture.

Une fois de plus, on ne peut que constater que les reniements et les trahisons de la gauche ouvrent la voie à la restauration réactionnaire et une dynamique de radicalisation à droite. Reste à savoir dans quelle mesure le scrutin du 25 juin confirmera ou infléchira ces tendances. Après tout, le sol sur lequel repose le système politique grec s'est révélé plus friable que prévu.

\*

**Illustration : Kyriakos Mitsotakis, président de Nouvelle Démocratie (ND). Source : Twitter @kmitsotakis**

## Notes

<sup>[1]</sup> En Grèce, les PME (moins de 250 salarié.e.s) représentent près de 75% de l'emploi, dont près de 28% pour les « micro-entreprises » de moins de 10 salarié.e.s ([chiffres du ministère grec du travail](#) pour 2022). En France, les PME représentent 47% du total de l'emploi et les micro-entreprises 19% (en équivalent temps plein - [chiffres INSEE de 2017](#)).

<sup>[2]</sup> Aux élections européennes qui avaient précédé de deux mois le scrutin législatif de juillet 2019, Syriza avait essuyé un camouflet, en obtenant 23,7% des suffrages, contre 33,1% à la ND.

<sup>[3]</sup> Selon les [sondages de sortie des urnes](#), 24% de l'électorat de Syriza de 2019 s'est tourné vers la ND, le Pasok ou Solution grecque, 5% vers le KKE et 3,3% vers MeRA25-Alliance vers la rupture.

<sup>[4]</sup> Données du politologue Yannis Mavris disponibles [ici](#). Les chiffres précis concernant MeRA25-AR m'ont été communiqués à titre personnel.

<sup>[5]</sup> Données de Yannis Mavris, communiquées à titre personnel.